



Le rôle de l'élevage pour les pays ACP : défis et opportunités à venir

12ème Briefing de Bruxelles sur le développement
1 juillet 2009

Le 1^{er} juillet 2009, le CTA et d'autres partenaires se sont réunis pour le douzième « Briefing de Bruxelles sur le développement », dans le cadre d'une série de briefings bimensuels sur le développement portant sur des questions de développement rural ACP-UE. Plus de 70 participants se sont réunis à Bruxelles pour débattre du rôle de l'élevage dans les pays ACP.

Partenaires ayant participé aux briefings :

- CTA
- Commission européenne
- Groupe ACP
- Euforic
- Concord
- IPS Europe



Lors du discours d'ouverture du 12ème Briefing, Marc Debois de la Commission européenne / DG Développement a souhaité la bienvenue aux participants et a rappelé que la santé et la production animales étaient un sous-secteur de la DG Agriculture et Développement rural (A&DR) et que les efforts de la CE visaient

aussi par conséquent le secteur de l'élevage. Néanmoins, l'influence de l'élevage sur la sécurité alimentaire, la santé publique et l'environnement est souvent ignorée et/ou dépréciée. Dans cette situation, un briefing sur ce secteur pluridisciplinaire est très important et bienvenu, a-t-il dit.

Il a insisté sur le fait que, comme dans le cas de l'Agriculture et du Développement rural, le développement à long terme de l'élevage requiert un engagement à long terme, une forte volonté politique de la part des gouvernements partenaires, un soutien financier concerté des donateurs, la participation de toutes les branches du secteur privé, une coopération et une solidarité de qualité entre les nations et des approches intégrées et harmonisées soutenues par une expertise scientifique et technique.

Enfin, M. Debois a reconnu la contribution du secteur de l'élevage au développement des économies des pays et a préconisé davantage d'investissements dans des solutions de développement durable et respectueuses de l'environnement, en réaffirmant la volonté de la CE de les soutenir. Des solutions techniques existent, a-t-il conclu, le défi semble plus se situer du côté politique.

Le Dr Hansjörg Neun, directeur du CTA, a rappelé qu'il était nécessaire de replacer la question de l'élevage dans les programmes de développement et de l'introduire dans les aides accordées à l'agriculture

et au développement rural. L'élevage est l'un des sous-secteurs de l'agriculture qui se développent le plus rapidement dans ces pays (la production de lait et de viande devrait doubler d'ici à 2050) en raison de la croissance démographique, de l'urbanisation et de la hausse des revenus qui entraînent l'accroissement de la demande dans les pays en voie de développement.

L'élevage est aussi une des causes principales des plus grands problèmes environnementaux de la planète, à savoir le réchauffement climatique, l'appauvrissement des terres, la pollution de l'air et de l'eau ainsi que la perte de la biodiversité. La FAO estime que l'élevage est responsable de 18% des émissions de gaz à effet de serre. Toutefois, le rapport observe que la contribution que peut apporter l'élevage dans la résolution des problèmes environnementaux est également de taille et que des améliorations majeures peuvent être réalisées à un prix raisonnable. Le Dr Neun s'est déclaré satisfait que ce Briefing aborde un sujet aussi urgent et important.



Tendances & moteurs dans la production et le commerce des produits dérivés de l'élevage



Carlos Seré, Directeur général de l'Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI) a offert une vue d'ensemble des tendances et forces motrices de la production et du commerce des produits dérivés de l'élevage en Afrique subsaharienne (ASS).

Il a insisté sur l'importance de l'élevage en ASS et a démontré que l'élevage était essentiel en tant que stratégie de réduction de risque pour les communautés puisqu'il fournit de la nourriture pour au moins 830 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire et puisqu'au moins 600 millions de personnes pauvres dans le monde dépendent de l'élevage. Il a ensuite présenté les principaux facteurs de changement comme étant la population, l'urbanisation et l'augmentation des salaires, les limites croissantes de l'environnement, l'expansion des maladies animales et les problèmes de sécurité alimentaire dans les chaînes de valeur mondiales.

De nos jours, les systèmes d'agriculture mixte nourrissent la majorité des personnes pauvres et ne constituent pas seulement la colonne vertébrale de l'agriculture et de l'élevage en ASS mais se développent également vers des zones marginales pour répondre à la hausse de la demande provenant principalement des marchés nationaux et régionaux. M. Seré a insisté sur le fait que les marchés domestiques et régionaux étaient la clé du développement du secteur de l'élevage en ASS pour une exportation vers les créneaux des marchés internationaux. Il a ensuite présenté les relations entre le changement climatique et le secteur de l'élevage : selon lui, les développements du secteur de l'élevage sont susceptibles d'être touchés par la question du changement climatique puisque l'élevage est affecté par le changement climatique et une source de gaz à effet de serre. À cause du changement climatique, l'accès à des technologies, des politiques et des institutions adaptés à la gestion de ces systèmes dans les systèmes mixtes culture-élevage, se fera de plus en plus urgent.

Politique de l'UE pour les imports de produits dérivés de l'élevage



Howard Batho de la DG Santé et consommateurs de la Commission européenne a présenté la politique d'importation de l'UE pour les animaux et les produits d'origine animale. Il a fait remarquer que l'objectif principal de la CE était de protéger les populations humaines et animales de l'UE des maladies transmissibles et autres affections pathologiques qui pourraient avoir des effets négatifs majeurs sur leur bien-être et la santé publique. L'UE cherche aussi à garantir que le commerce et les importations d'animaux et de produits d'origine animale se déroulent en toute sécurité. Les conditions d'importation sont les mêmes que celles des producteurs nationaux et toutes les importations de nourriture doivent par conséquent être conformes aux normes de l'UE, quelle que soit leur origine.

En expliquant l'origine de la sévérité des normes de sécurité alimentaire, M. Batho a rappelé la nécessité d'empêcher l'introduction de maladies animales ou végétales dans l'UE et les sérieuses inquiétudes des consommateurs en matière de sécurité alimentaire qui

doivent être équilibrées avec le besoin de l'UE de faire du commerce et d'importer. La législation de l'UE respecte les règles de l'OMC, dont l'Accord SPS est conforme aux normes de l'OIE et du CODEX et repose sur des bases scientifiques : l'Autorité de sécurité alimentaire européenne donne des recommandations scientifiques à la Commission et aux Etats-membres. M. Batho a rejeté l'accusation selon laquelle l'UE aurait des normes trop strictes en matière d'importation. Dans la mesure du possible, des mesures modérées peuvent être prises en matière de contrôle des maladies. Des mesures de soutien existent pour aider les pays du tiers monde à se conformer aux normes de l'UE à travers des programmes de renforcement des capacités, une assistance technique, des formations, des projets de jumelage, etc. M. Batho a conclu que la législation de l'UE n'était pas un obstacle pour le commerce mais un élément essentiel. De plus, des règles plus strictes permettent d'intégrer de nouveaux marchés, en particulier les secteurs de marché à forte valeur ajoutée et offrent également une meilleure sécurité alimentaire dans les pays du tiers monde. Le Dr Batho a aussi fait référence à la force croissante des standards de sécurité alimentaire du secteur privé.

Problèmes sanitaires d'origine animale et humaine : une priorité

M. Vittorio Cagnolati du Bureau interafricain des ressources animales (AU-IBAR) a parlé de l'importance mondiale et régionale que revêt la question des contraintes de la santé humaine et animale. L'Afrique abrite une multitude de maladies infectieuses animales



et zoonotiques, avec des impacts négatifs directs et indirects sur la santé et la production animale. L'apparition et la transmission de maladies animales infectieuses a été favorisée par l'intensification de la production animale, l'accélération des voyages et des transports de personnes, d'animaux et de produits d'origine animale à travers les frontières, la modification des modes d'exploitation de la terre et le changement climatique. En outre, la faiblesse des économies nationales et un manque de financement à destination des services vétérinaires et de santé publique ont entraîné la création de données incertaines et obsolètes.

Parmi les autres défis, on trouve la question de systèmes d'alerte précoces et de mécanismes de réaction imparfaits ainsi qu'une mauvaise coordination régionale et continentale. Cependant, le contrôle et l'éradication des maladies animales et zoonotiques requièrent une intervention bien coordonnée et suffisamment financée aux niveaux mondial et régional ainsi que le soutien des institutions dans la résolution des problèmes locaux. L'AU-IBAR cherche à prendre en charge des maladies spécifiques qui affectent les petits producteurs et qui peuvent avoir un impact important sur l'atténuation de la pauvreté.

M. Cagnolati a expliqué que l'AU-IBAR agissait dans le cadre du CAADP et que la question de l'élevage

était traitée à travers quatre piliers différents. Son travail contre les maladies animales s'inscrit donc dans le contexte de l'éradication de la pauvreté, de la sécurité alimentaire et des valeurs nutritionnelles, qui doivent être prises en compte dans le traitement des maladies animales.

M. Cagnolati a présenté quelques réussites de l'AU-IBAR, par exemple, l'éradication de la peste bovine ou le programme SPINAP contre la grippe aviaire hautement pathogène. Il recommande le développement d'approches plus coordonnées et régionales en Afrique et l'investissement de ressources domestiques, régionales et internationales dans des programmes d'éradication des maladies les plus importantes. Il est également important d'améliorer les techniques de dépistage précoce et de réaction rapide dans les cas de maladies animales émergentes, mais aussi que les pays membres et les communautés économiques régionales coordonnent et appliquent la prévention des maladies et les programmes de contrôle.



Au cours du **débat du panel 1** sous la présidence du Professeur Eric Thys, du Département de Santé animale de l'Institut de Médecine Tropicale à Anvers, la question de l'allocation des ressources pour le contrôle des maladies a été soulevée et on a dit que les décisions concernant les

maladies à traiter étaient largement influencées par les intérêts européens. Quel procédé devrait alors être mis en place pour que les organisations de petits producteurs puissent être liées aux processus de prise de décision ?

M. Cagnolati de l'AU-IBAR a souligné le fait que de nombreuses normes deviennent aujourd'hui des contraintes dans l'accès aux marchés domestiques en Afrique et a reconnu le défi que représentait l'introduction de la voix des agriculteurs dans les processus de prise de décision. La question des petits producteurs et des difficultés qu'ils rencontrent pour respecter les normes, même au niveau local, a également été abordée. Il a été exprimé que le débat ne devait pas seulement concerner la qualité de l'alimentation, mais également aborder la question de la sécurité alimentaire pour les petits producteurs et les communautés rurales qui souffrent d'un manque d'accès aux marchés et sont également privés de leur accès aux terres, à l'eau, aux ressources, etc. La concurrence entre la production alimentaire et la production de produits dérivés de l'élevage est croissante. Il est crucial d'améliorer l'efficacité des chaînes de valeur dans le bénéfice des petits producteurs.

L'ILRI a aussi soutenu l'idée de se concentrer sur la sécurité alimentaire, ce qui ne devrait pas seulement impliquer la création d'une consommation domestique mais principalement générer des revenus pour les acteurs tout au long de la chaîne de valeur.

Un participant a remarqué que l'approche en matière de sécurité alimentaire était davantage tournée vers l'UE plutôt que vers les préoccupations locales qui

sont plus liées à la réduction de la pauvreté qu'à l'obtention de produits sains ou de qualité.

Le représentant de la DG Consommation de la CE a argumenté que la cohérence de sa politique pour une approche en faveur du développement visait à se focaliser sur tous les aspects, y compris les petits agriculteurs, l'éradication de la pauvreté et la sécurité alimentaire et le renforcement des techniques pour lier les personnes pauvres aux marchés tout en renforçant la consommation domestique. L'élevage joue des rôles multiples auprès des petits producteurs : il fournit de la nourriture, a un impact social (par exemple, dans le cas où le nombre d'animaux reflète le statut d'une personne dans les communautés rurales) et un impact économique. La transformation agro-alimentaire des produits d'origine animale peut offrir aux petits producteurs la possibilité d'intégrer le commerce mondial et d'accroître leur revenu.

Enfin, la nécessité de regarder au-delà du niveau de production, c'est-à-dire de considérer le secteur dans son ensemble et les externalités créées par la production de produits d'élevage a été abordée. Comme la demande de céréales et de viande du monde occidental augmente, les prix de la nourriture et des importations alimentaires aussi, impliquant pour les agriculteurs le risque de perdre leur terre. On s'est interrogé sur la politique à mettre en place pour faire face aux externalités à venir.

Perspectives du secteur de l'élevage : défis commerciaux et politiques

Mme Nancy Morgan de la Banque mondiale a présenté les perspectives du secteur de l'élevage en prenant en compte particulièrement la politique et les défis du marché pour les pays en voie de développement.

Elle a montré qu'au cours des 25 dernières années, les pays en voie de développement avaient contribué à presque 75% de l'augmentation de la consommation mondiale des produits laitiers et de la viande, avec 80% des gains de production de la part des petits exploitants.

Malgré une augmentation rapide, la consommation de viande et de produits laitiers par tête dans les pays en voie de développement continue de représenter un tiers de celle des pays développés. De plus, l'augmentation de la consommation de viande présente des caractères régionaux différents, la consommation en Asie présentant une croissance dix fois plus rapide qu'en Afrique.

En ce qui concerne l'évolution des schémas de commerce de la viande, l'Afrique, l'Asie et l'Europe sont les principales régions d'importation, avec respectivement 13%, 9% et 9% de consommation satisfaite par les imports. Ces indicateurs, a insisté Mme. Morgan, sont essentiels pour révéler des solutions alternatives à l'import, même si selon les estimations de l'OCDE l'augmentation de la consommation devrait baisser au cours de la prochaine décennie, les produits dérivés de l'élevage restant le produit à la croissance la plus rapide et,



grâce à l'augmentation de la consommation, les solutions de production domestique sont susceptibles d'augmenter dans les pays en voie de développement. Cependant, une des principales préoccupations est l'absence de sécurité en matière de niveaux de prix des produits et de volatilité des prix. Puisque dans les pays de l'OCDE, les produits dérivés de l'élevage ont l'équivalent-subvention à la production (ESP), le soutien aux pays en voie de développement devrait se déplacer du soutien gouvernemental et se concentrer sur les négociations commerciales multilatérales et le soutien des pays développés destinés à ce secteur.

En outre, le secteur de l'élevage est confronté à des défis majeurs puisqu'on assiste à la juxtaposition d'une structure à évolution rapide du secteur alimentaire moderne avec des systèmes agricoles se situant souvent dans une première étape de développement, et un manque de réflexion financière et stratégique de la part des décideurs politique peut entraîner un développement de secteur instable ou préjudiciable aux développement économique rural.

Si l'on considère que 75% des pauvres dans le monde sont issus du monde rural et concernés par l'élevage ou le commerce de produits dérivés de l'élevage, le développement du secteur demeure fondamental pour la réduction de la pauvreté, la croissance économique et la durabilité environnementale. Cependant, en raison des faibles parts allouées à l'élevage dans les budgets de l'agriculture, elle a souligné l'importance d'un positionnement stratégique de l'élevage dans les programmes de développement internationaux.

En ce qui concerne le secteur de l'élevage, il est nécessaire de se concentrer sur le développement de marchés locaux compétitifs et forts, ainsi que sur un investissement massif dans la recherche et le développement, en étudiant particulièrement les alternatifs d'alimentation. Il faut également que les gouvernements accordent des fonds de manière efficace, en surveillant l'efficacité de la prestation de services (vétérinaires/services par extension) et que les donations renforcent cet investissement, au lieu de s'y substituer.

Il est donc essentiel que les donateurs soutiennent le secteur du développement à travers une stratégie de développement efficace, la mise en application de politiques et d'investissements visant à garantir des systèmes stables pour soutenir le développement de l'élevage (avec une attention particulière portée sur l'atténuation des conséquences environnementales) et à favoriser la qualité du marketing et du commerce transfrontalier de produits d'origine animale ainsi que la sécurité dans les chaînes alimentaires de l'élevage.

Exportation des produits dérivés de l'élevage: défis futurs ?

Paul Strydom, du Bureau de la viande namibienne, a présenté les perspectives du secteur privé sur les défis et opportunités des politiques futures pour le secteur de l'élevage dans les pays ACP en réaction à la demande croissante de produits dérivés de l'élevage en illustrant le cas concret de la Namibie.

La Namibie est un exportateur net de viande, 85% de la production annuelle de viande du pays étant exportée vers l'UE (particulièrement le Royaume-Uni,

l'Allemagne et les Pays-Bas), l'Afrique du Sud, la Suisse et la Norvège.



Cependant, a-t-il souligné, la Namibie pourrait accroître ses exports si les produits dérivés de l'élevage originaires de la zone de protection de la fièvre aphteuse étaient acceptés internationalement sans période de pré- ni de post- quarantaine et si ses exportations originaires de l'OIE estampillées « zone exempte de fièvre aphteuse » pouvaient entrer dans l'Union européenne. Les deux principaux facteurs entravant le commerce international de viande dans les pays en développement est le coût de conformité aux mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et l'existence d'accords commerciaux avantageux. Parmi les autres facteurs, citons un contrôle gouvernemental médiocre des maladies animales, le manque d'infrastructures de marketing et de savoir-faire, l'absence de politiques et de services de soutien dédiés et harmonisés, des compétences de négociation limitées et des pratiques de pouvoir et culturelles liées à la propriété.

Pour les petites économies fragiles, le prix à payer pour se conformer aux exigences complexes de l'UE en matière d'importation est élevé. Par exemple, en ce qui concerne la mise en place et la maintenance d'un niveau élevé de services vétérinaires publics, comme l'impose la législation en vigueur, ou encore l'interdiction d'administrer des hormones et des promoteurs de croissance.

En Namibie, les coûts de conformité sont principalement supportés par l'industrie elle-même, notamment avec l'utilisation d'appareils d'identification des bêtes et des bases de données de traçabilité. Cependant, des lois limitent les exportations, par exemple, l'UE impose une période de maturation de 48 heures et le désossage des produits déclarés originaires d'une « zone exempte de fièvre aphteuse » par l'OIE. La conclusion d'accords commerciaux positifs a grandement aidé la Namibie et d'autre pays en développement. Toutefois, l'impression demeure que les accords commerciaux ne sont pas négociés au bénéfice de toutes les parties, que des quotas de limitation sont toujours maintenus et que des barrières tarifaires exorbitantes sont placées à l'encontre des pays non signataires.

Si les pays en voie de développement souhaitent participer sur la scène internationale en exploitant le grand nombre de troupeaux pâturant dans les zones « à risque sanitaire », des décisions très impopulaires ou coûteuses devront être prises ou de nouveaux modes de pensées devront être développés par l'OIE et d'autres organismes internationaux, par exemple, la certification des produits, des démarches axées sur les denrées (pour inclure la fièvre aphteuse), etc.

Ces décisions devront être prises bien sûr sans faire de consensus sur les risques d'importation de maladies ou de zoonoses. Ici encore, les contraintes financières et l'expertise parfois limitée des pays en développement entraînent des difficultés de participation active au niveau international dans la formulation et le développement de normes sanitaires

animales avec un impact sur le commerce d'animaux et de produits dérivés.

La coopération régionale pour stimuler le commerce de produits dérivés de l'élevage



Le Dr Asiedu, de l'Institut de recherche et de développement agricole des Caraïbes, a présenté une vue d'ensemble du rôle de l'élevage dans les économies nationales et les moyens de subsistance ruraux dans les Caraïbes. Après avoir rappelé que les caractéristiques principales de la région caribéenne étaient la taille de ses pays, la plupart étant de petites

îles avec de faibles superficies soumises aux catastrophes naturelles, et des économies sérieusement menacées par le changement climatique, il a ensuite présenté des données sur l'agriculture et le rôle du bétail pour ces économies.

Selon lui, l'agriculture représente au niveau régional environ 10% du PIB et occupe donc une place très importante dans la croissance économique et la subsistance rurale, l'élevage représentant entre 11% et 20% du PIB dans les pays signalés. De plus, environ 60% de la population de la CARICOM vivent dans des zones rurales et les moyens de subsistance de plus de 20% de ces foyers dépendent de la production de produits d'élevage, tant en termes d'énergie que de protéines alimentaires. Cependant, la région n'est en mesure de fournir que 45% de la demande de produits d'élevage, les 55% restant provenant de sources extrarégionales. Si l'exploitation des opportunités qui renforceraient l'offre régionale est un échec, celui-ci est atténué par les entraves obligatoires des initiatives Jagdeo qui incluent :

- (a) Les déficits SPS ;
- (b) des ressources financières insuffisantes pour une R&D et des investissements durables ;
- (c) un manque de formation des ressources humaines ;
- (d) des capacités inadéquates de marketing et de transport pour stimuler le commerce régional.

Selon le Dr Asiedu, les politiques appropriées pour compenser les contraintes, promouvoir la croissance et favoriser le commerce intra-régional impliquent que les conseils d'administration politiques régionaux et les agences associées reconnaissent la nécessité d'étudier une liste déterminée de denrées afin de garantir un approvisionnement minimal au niveau régional en nourriture et la sécurité nutritionnelle et alimentaire, et d'assurer le développement de mécanismes tangibles auprès du Conseil pour le commerce et le développement économique (COTED) de CARICOM. Développement de mécanismes tangibles au sein du COTED, y compris

- (a) le développement d'une politique agricole commune ;
- (b) la promotion de liens intersectoriels pour le développement durable ;
- (c) le développement de processus réglementaires afin d'intégrer les principes SPS au commerce régional ;

(d) la considération sérieuse du transport régional de produits agricoles et

(e) l'assurance et la gestion des risques agricoles.

De son côté, le CARDI peut participer au processus par la production et le transfert technologiques et à travers l'élaboration de stratégies régionales de développement et de recherche en agriculture.

M. Philippe Steinmetz de la Commission européenne /DG Développement a présenté l'initiative du groupe d'experts de l'UE sur les questions d'élevages dans les pays en voie de développement (ELIDEV) sur le thème « Penser l'élevage différemment ». En



2008, dans un contexte d'apparition de maladies, d'insécurité alimentaire et de réduction des budgets de l'aide publique au développement, auquel s'ajoutait la pauvreté de l'attention portée sur le secteur de l'élevage dans les politiques et les stratégies de développement, le groupe ELIDEV a lancé une initiative visant à attirer l'attention sur les questions de l'élevage parmi les preneurs de décisions et à équilibrer la vision péjorative du secteur. En gardant à l'esprit que des sources alimentaires diversifiées sont nécessaires afin de nourrir une population mondiale grandissante elle aussi diversifiée et que la consommation de viande du Nord n'est ni durable ni saine. Il a souligné que d'après le Groupe, les politiques développées doivent absolument trouver un équilibre entre la demande des pays développés et des pays en développement.

Pour ces raisons, l'ELIDEV a décidé de créer des outils de communication dont les objectifs sont : bloquer des fonds au sein des programmes de sécurité alimentaire pour faire de l'élevage la source clé de la nutrition et la porte de sortie de la pauvreté ; placer les systèmes d'élevage au cœur des programmes internationaux sur le changement climatique ; engager les preneurs de décision dans un débat sur l'établissement de limites quant à l'impact environnemental et les traces laissées par l'élevage industriel sans réduire la capacité des personnes pauvres à se nourrir elles-mêmes ; et investir dans la recherche et le développement pour trouver des stratégies viables d'optimisation de la production de l'élevage dans les économies émergentes pour répondre à la demande d'une population croissante.

Pier Paolo Ficarelli de GTZ a complété la présentation du groupe ELIDEV en insistant sur le fait que l'initiative vise à modifier l'opinion publique selon laquelle le secteur de l'élevage n'est pas un problème technique mais un problème politique.

Selon lui, les agences de développement ont relégué le secteur de l'élevage au rang de secteur subsidiaire et les fonds ont été dispersés parmi plusieurs projets différents, l'élevage ne bénéficiant que d'1% de l'aide publique au développement. Il a fait remarquer que cela pouvait avoir des conséquences sérieuses et que l'initiative ELIDEV devrait être considérée comme un point de départ important pour convaincre les hommes politiques de considérer l'élevage comme un secteur à part entière, tout en prenant en compte ses

conséquences sur la disponibilité de la nourriture, l'environnement, la santé et la pauvreté.

Au cours du **débat du panel 2** animé par H.E. Stephen Katenta-Apuli, ambassadeur de l'Ouganda, les discussions ont abordé la question du nouveau défi auxquels sont confrontés les petits agriculteurs dans les pays en voie de développement, celui du dumping négatif. On a appelé à une coexistence équitable entre l'agriculture communale et commerciale, qui donnerait une chance aux petits exploitants agricoles.



Le représentant du CARDI a expliqué que la dépendance des pays des Caraïbes implique leur grande sensibilité aux chocs internationaux. Les prix élevés des céréales, par exemple, a amené l'industrie à repenser sa stratégie et les preneurs de décision doivent maintenant garantir la prise de dispositions pour permettre aux agriculteurs caribéens de produire du riz de montagne et du manioc.

SE M. Patrick I. Gomes, Ambassadeur de Guyane, a fait remarquer qu'actuellement les deux priorités de coopération au développement devaient être la durabilité et l'égalité sociale : en raison de la crise actuelle, et de la situation de polarisation la plus profonde jamais connue entre les riches et les pauvres, il est nécessaire de penser différemment pour placer les concepts d'égalité sociale et de durabilité au premier rang des questions de développement.

SE M. Gomes s'est également interrogé sur l'importance avec laquelle était prise en compte l'économie politique, c'est-à-dire sur l'influence des entreprises multinationales sur le secteur de l'élevage. Il a illustré ses propos en expliquant comment la présence de Nestlé à Trinidad et Tobago avait entraîné une augmentation de la consommation des produits laitiers et par conséquent l'expansion de Nestlé, au détriment des producteurs de lait locaux, dont le nombre a chuté.

La dimension politique de l'élevage a été abordée par d'autres participants, qui ont précisé que l'aspect politique de la question n'était pas seulement dû au fait que plusieurs grandes compagnies contrôlent la consommation, mais aussi au fait que l'UE elle-même limite les importations de biens transformés tout en important le fourrage nécessaire à sa production de



bétail. La production d'élevage devrait être régulée dans les années à venir mais il est difficile d'affirmer que ce sont les normes de sécurité alimentaire et les intérêts économiques des pays du Nord qui

dirigeront ce processus. Il est important que les gouvernements des pays ACP et les groupes de la société civile participent à la clarification des questions de durabilité dans les pays ACP.

La Banque mondiale a aussi exprimé qu'il était important de surveiller la qualité de la gouvernance sur les marchés locaux, en particulier dans certains pays ACP, et les activités de transformation des gouvernements, qui font de la gouvernance un aspect important.

Enfin, M. Steinmetz a insisté sur l'importance de la cohérence au sein de la Commission européenne entre les politiques de développement de l'UE et a appelé à une plus grande collaboration entre les partenaires afin de mettre en place des réponses appropriées, qui prennent en compte les spécificités nationales. Il a conclu en soulignant l'importance de la communication dans la problématique qui consiste à considérer l'élevage comme une question indépendante et non comme une catégorie subsidiaire.

En savoir plus sur le web

Le site principal :

<http://bruxellesbriefings.net/>

La page consacrée au Briefing:

<http://bruxellesbriefings.net/briefings-precedents/n%c2%b012-elevage/>

Les interviews des participants:

<http://bruxellesbriefings.net/2009/07/13/briefing-le-role-de-l'elevage-pour-les-pays-ACP-interviews-des-participants>